

Pour l'emploi, les salaires, les retraites, il faut un 1^{er} Mai mobilisé et combatif !

C'est à une course de fond que le gouvernement et le patronat nous contraignent à présent. Du bouclier fiscal à la réforme des retraites qu'ils nous préparent, en passant par la destruction des services publics, jamais le partage des richesses n'a été aussi inéquitable, jamais on n'a vu une telle offensive contre les acquis sociaux. Dans ce contexte, chaque rendez-vous unitaire devient une nouvelle étape pour la construction du rapport de force, qui seul nous permettra à terme d'obtenir une autre politique de l'emploi, une autre répartition des richesses avec des salaires dignes pour toutes et tous, des acquis sociaux (dont nos retraites) préservés et même renforcés.

De l'argent, il y en a ...

Malgré la crise, les bénéfices des 40 plus grandes entreprises ont atteint 47,3 Milliards d'euros en 2009, dont plus des deux tiers (35,5 Milliards d'euros) reversés aux actionnaires, avec une palme pour France Télécom qui a trouvé le moyen de distribuer 3,1 Milliards de dividendes avec un résultat de 2,9 Milliards.

Les banques et compagnies d'assurances, pourtant impliquées aux origines de la crise, en ont fait une source de profits, allant jusqu'à quadrupler leurs bénéfices : 6 Milliards d'euros de bénéfices pour BNP Paribas, + 290 % de résultats pour AXA assurances...

Il faut une autre politique de l'emploi...

En 30 ans, l'industrie française a perdu 1,5 Million d'emplois ; pendant ce temps, la part des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 5, en passant de 5 à 25 % de la valeur ajoutée.

Certes les grandes entreprises ne font pas directement tous les emplois, mais la politique industrielle a des conséquences sur des PME dont le rôle dans l'industrie est devenu considérable : 40 % de l'emploi industriel, 30 % de la valeur ajoutée et de l'investissement. Il faut noter que 20 % des PME de l'industrie appartiennent à un groupe et que 60 % d'entre elles sont dépendantes économiquement et financièrement, des choix et de la stratégie des grandes entreprises donneuses d'ordre.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'avidité sans

limite des grands groupes industriels et financiers qui n'hésitent pas à piller et détruire le travail, dans le seul but d'augmenter leurs rendements financiers.

Il faut arrêter la politique de destruction des services publics. Il faut empêcher le gouvernement de mener à bien son projet de suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux. Santé, éducation, transports, énergies, collectivités territoriales... sont autant de droits aux services publics qui nous appartiennent. On veut nous les prendre aujourd'hui, pour nous les vendre demain ! Non seulement, cette politique aggrave directement le chômage en détruisant des emplois, mais elle fragilise les territoires dans leur capacité à accueillir l'activité privée.

Il faut revaloriser les salaires et les pensions...

La CGT revendique le SMIC à 1600 €, la reconnaissance des diplômes et des qualifications pour l'ensemble des salaires. Avec d'autres, la CGT revendique la revalorisation immédiate de 300 € par mois des pensions et des retraites.

Pendant que les actionnaires ont vu leurs dividendes exploser, la part des salaires elle, a diminué de 10 % dans le Produit intérieur brut depuis les années 80 :

moins 160 Milliards d'euros par an. A titre de comparaison, le plan de relance de l'économie du gouvernement est de 26 Milliards sur deux ans.

Revaloriser les salaires et les pensions, c'est possible ! Les grands groupes en ont les moyens pour leurs salarié(e)s et les PME les auront si les grands groupes et les banques cessent de les étrangler.